

APPEL A MANIFESTATION LE 29 JANVIER 09

Ce n'est pas aux salariés de payer la casse d'une crise dont ils ne sont pas responsables

Emploi, salaires, dégradation du financement de la protection sociale... la crise n'est pas seulement financière mais de plus en plus sociale, tandis que les employeurs veulent préserver leurs profits

- ▶ Pour maintenir des marges de profit, beaucoup d'entreprises vont réduire l'emploi direct et la sous-traitance, user du chômage partiel, limiter les salaires...
- ▶ L'accroissement du chômage va peser négativement sur les budgets publics et sociaux, pénalisant des besoins essentiels: santé, éducation, retraites, garanties sociales...
- ▶ Contrats à durée déterminée, intérim, jeunes, sont les premiers touchés par le non-renouvellement de leur contrat de travail.

Cette crise est un scandale qui nous indigne, elle révèle les faiblesses du système financier

La réaction rapide et l'intervention des États ont été indispensables. Mais il faut maintenant s'engager concrètement dans un meilleur contrôle de l'économie et s'en donner rapidement les moyens, avec un système réglementé, qui garantisse à la fois la liberté d'entreprendre, sans préjudice de l'avenir de l'humanité, et une redistribution équitable des richesses.

Dans l'industrie, dans la métallurgie en particulier, cette crise provoque du chômage partiel massif, des licenciements, des disparitions d'entreprises

Cette situation entraîne un gâchis de savoirs faire industriels qu'on ne retrouvera pas si on ne prend pas des mesures efficaces pour maintenir l'emploi, pour préserver les conditions d'une reprise de l'économie.

**Les mesures prises par
le gouvernement ne sont pas suffisantes**

**Il faut un contenu social à la relance
Il faut aussi préparer l'avenir**

Des solutions existent, à défaut d'une réaction suffisante du gouvernement et des employeurs, la mobilisation sociale doit les imposer

Les partenaires sociaux ont déjà pris des mesures qui doivent rapidement s'appliquer et se renforcer par la négociation d'entreprise

► L'amélioration de l'indemnisation du chômage total et de l'accompagnement vers un nouvel emploi est un progrès important acquis par la CFDT.

► Il faut aussi mettre en œuvre les nouvelles règles d'indemnisation du chômage partiel et les améliorer par des négociations d'entreprises pour préserver l'emploi et les salaires.

► Les périodes de baisse d'activité doivent être utilisées pour « développer la formation professionnelle et renforcer les compétences des salariés ».

L'État doit prendre ses responsabilités sociales

► Cibler et conditionner les aides publiques et les allègements de charges à des comportements vertueux en termes de maintien de l'emploi et de politique salariale.

► Engager une relance économique orientée vers les salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux, premières victimes de la crise.

► Relancer une politique du logement, notamment social, préserver le système de protection sociale, abroger la loi remettant en cause la réduction du temps de travail.

Il doit développer un programme d'investissements pour préparer l'avenir en consolidant l'industrie, ses emplois, ses compétences

Un nouveau plan de relance, si possible européen, doit cibler avec des moyens suffisants, la recherche, l'éducation, la formation, et plus largement une économie du développement durable, source d'innovations qui redonnent à l'industrie française sa compétitivité, au service des hommes et des femmes d'aujourd'hui et des générations futures.

Le 29 janvier, participez aux manifestations organisées dans toute la France à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales de salariés

AUTOMOBILE

Pour une sortie de crise par le haut

Des MESURES IMMÉDIATES en réponse à la crise économique mais aussi sociale

- ▶ Les mesures du plan de relance doivent intégrer la dimension sociale pour un maintien du pouvoir d'achat, un meilleur traitement du chômage partiel, le maintien des savoirs faire et des compétences.
- ▶ Les mesures de soutien financier aux entreprises doivent être attribuées sous certaines conditions :
 - Pas de versement de dividendes aux actionnaires, les efforts ne doivent pas être supportés que par les salariés.
 - Un droit renforcé des comités d'entreprises pour une consultation avec recours à un expert économique sur tout projet de délocalisation ou de localisation à l'étranger.
 - Un contrôle par les instances représentatives du personnel sur l'utilisation de ces fonds.

Les entreprises ont une RESPONSABILITÉ SOCIALE vis-à-vis de leurs salariés, de leurs sous- traitants et du territoire qu'elles occupent

- ▶ Les constructeurs comme les équipementiers ont une responsabilité sociale : halte à la casse de l'emploi par des mesures de départs " volontaires " ou des licenciements.
- ▶ Certaines entreprises profitent de la crise pour justifier leur réduction de personnel, c'est tout simplement inacceptable !
- ▶ La responsabilité des donneurs d'ordre doit également s'exercer sur les sous traitants pour de relations basées sur des coopérations autour de projet et pas sur une incessante baisse des prix car au final ce sont les salariés qui paient la note.

Cette crise doit aussi permettre de PRÉPARER L'AVENIR

Maintenir l'industrie automobile en France

► Des sites et des bassins d'emplois sont menacés, nous demandons un état des lieux national afin que les situations délicates soient abordées avant les catastrophes pour que chaque salarié ait une perspective d'avenir.

► La production automobile française ne correspond pas aux besoins du marché, la production de véhicules de segment inférieurs est économiquement viable sur nos territoires. Nous demandons que les stratégies des entreprises conduisent à rapprocher la production du marché.

Relever le défi environnemental

► Le défi du réchauffement climatique va nous obliger à produire des véhicules propres, il est crucial de ne pas prendre de retard dans ce domaine il faut donc démultiplier les efforts de R&D. Nous demandons qu'une expérimentation grandeur nature d'utilisation de véhicules électriques soit conduite dans une région.

► Respecter l'environnement c'est respecter nos enfants, les modes de production doivent être modifiés en profondeur pour être plus économes en énergie et en matières premières. La voiture 100 % recyclable doit voir le jour.

Ne pas oublier les salariés

► Dans l'automobile, les organisations du travail ne laissent pas de place à l'individu, elles sont cause de souffrances physiques et psychologiques. Nous demandons de négocier d'autres formes d'organisation du travail, les gains de productivité sont là et non dans la remise en cause de la RTT ou la baisse du pouvoir d'achat.

► Tous ces changements ne doivent pas oublier le renouvellement et l'adaptation des compétences, chacun doit avoir accès à la formation professionnelle et à une montée en qualification pour assurer son avenir.

**Pour soutenir nos revendications et
mettre le patronat et l'Etat devant leurs responsabilités
Le 29 janvier, participez aux manifestations
organisées dans toute la France à l'appel de
l'ensemble des organisations syndicales de salariés**